

F. 91 — 3379

[S — 29404]

22 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant certaines mesures de promotion sociale en faveur du personnel de la Radio-Télévision belge de la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, modifié par le décret du 8 juillet 1983, notamment l'article 23, alinéa 2;

Vu le protocole du Comité de négociation de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, daté du 28 novembre 1990;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le budget dans ses attributions, donné le 10 janvier 1991;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 13 décembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la culture et de la communication,

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 14 mai 1991,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique au personnel définitif et stagiaire de la Radio-Télévision belge de la Communauté française ci-après dénommée l'Institut.

Art. 2. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, un congé spécial de formation peut être accordé aux membres du personnel de l'Institut afin de leur permettre soit de suivre des cours et sessions de formation intellectuelle, morale ou sociale tels que définis à l'article 3, soit de préparer des examens organisés par les établissements repris à l'article 4.

L'horaire de service des membres du personnel bénéficiaires du présent arrêté est adapté dans la mesure du possible de manière telle qu'ils puissent suivre leurs cours ou présenter leurs examens.

Art. 3. Les membres du personnel de l'Institut peuvent bénéficier d'un maximum de dix jours de congé spécial afin de suivre les cours organisés conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 28 décembre 1973 accordant une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale ou sociale.

Le programme des cours doit comporter des matières telles que définies à l'article 5, § 1er, de l'arrêté royal du 28 décembre 1973 précité.

Une demande de participation indiquant les matières, les horaires, ainsi que l'organisation responsable de la session, est soumise suivant la voie hiérarchique, à l'approbation de l'administrateur général, quatre semaines au moins avant l'ouverture des cours.

Après la clôture des cours, l'agent remet à l'Institut une attestation de fréquentation signée par le responsable de la session.

Art. 4. Les membres du personnel de l'Institut peuvent bénéficier de cinq jours de congé spécial en vue de préparer les examens organisés dans les établissements d'enseignement de l'Etat ou dans les établissements d'enseignement subventionnés ou agréés, y compris les Chambres belges des comptables, dans le cadre d'études comprenant un cycle complet de 140 heures de cours au moins par année académique ou comportant plusieurs cycles qui atteignent ensemble le nombre minimum d'heures précité.

Si le cycle ou les cycles comportent plus de 140 heures de cours par année académique, le nombre de jours de congé spécial est augmenté à raison d'un jour par tranche supplémentaire de 35 heures, à concurrence d'un maximum de 10 jours au total.

L'administrateur général décide dans chaque cas de la prise en considération des cours suivis par les membres du personnel. Pour être pris en considération, ces cours doivent avoir un rapport avec les langues modernes ou avec les activités professionnelles existant au sein de l'Institut.

Les membres du personnel désireux de bénéficier des avantages prévus par le présent article transmettent à l'appui de leur demande, à l'administrateur général, par la voie hiérarchique, une attestation d'inscription de l'établissement fréquenté, quatre semaines au plus tard après la reprise des cours. Cette attestation mentionne, outre l'établissement d'enseignement, le programme et le nombre d'heures de cours.

Une attestation justifiant que les cours sont suivis de façon régulière doit être remise chaque trimestre au service du personnel de l'Institut.

Art. 5. Par année académique, c'est-à-dire du 1er septembre au 31 août, les membres du personnel ne peuvent cumuler les jours de congé spécial accordés en vertu des articles 3 et 4 au-delà d'un total de dix jours.

Art. 6. Pour bénéficier des jours de congé spécial prévus aux articles 3 et 4, outre les conditions déjà mentionnées, les membres du personnel doivent accomplir correctement leurs prestations de service.

Art. 7. Si l'une des conditions mentionnées aux articles 3, 4 et 6 fait défaut, les avantages conférés en vertu du présent arrêté sont supprimés ou suspendus.

Art. 8. L'inscription à une même année d'enseignement ne peut ouvrir le droit aux avantages conférés en vertu du présent arrêté que pendant deux années.

Art. 9. Une indemnité de promotion sociale est accordée aux membres du personnel qui peuvent produire un certificat d'études, un brevet ou un diplôme attestant qu'ils terminent avec succès, dans un des établissements d'enseignement visés à l'article 4, un cycle d'études comportant au moins 140 heures de cours par année ou encore divers cycles qui ensemble atteignent annuellement le minimum d'heures précité.

Les cours suivis doivent être en rapport avec les activités professionnelles existant au sein de l'Institut.

L'indemnité de promotion sociale ne peut être cumulée avec une rétribution allouée sur la base d'autres dispositions du fait du même enseignement.

Art. 10. Le montant de l'indemnité est fixé à 2.070 francs par année de cycle normal avec un maximum de 10.350 francs (indice 138,01). Ces montants sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités applicables aux traitements du personnel de la R.T.B.F.

Art. 11. Pour obtenir le paiement de l'indemnité visée à l'article 9, le membre du personnel adresse à l'Administrateur général une demande écrite, au plus tard dans les cent quatre-vingts jours qui suivent l'obtention du certificat, brevet ou diplôme.

Art. 12. La demande dont il est question à l'article 11 doit être accompagnée d'une copie certifiée conforme du certificat, brevet ou diplôme.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le membre de l'Exécutif qui a la Radiodiffusion et la Télévision dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mai 1991.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

—
VERTALING
—

N. 91 — 3379

22 MEI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende sommige maatregelen van sociale promotie ten gunste van het personeel van de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap (RTBF)

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 december 1977 houdende statuut van de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap (RTBF), gewijzigd door het decreet van 8 juli 1983, inzonderheid artikel 23, tweede lid;

Gelet op het protocol van het onderhandelingscomité van de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap, d.d. 28 november 1990;

Gelet op het akkoord d.d. 10 januari 1991 van de Minister-Voorzitter die bevoegd is inzake begroting;

Gelet op het akkoord d.d. 13 december 1990 van de Minister van Openbaar Ambt;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 14 mei 1991,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het vastbenoemd personeel en op de stagiairs van de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap, hierna genoemd het Instituut.

Art. 2. Voor zover het belang van de dienst ermede verenigbaar blijft, kan aan de personeelsleden van het Instituut een bijzonder vormingsverlof worden toegekend ten einde het ze mogelijk te maken, hetzij leergangen en cursussen van intellectuele, morele en sociale vorming bij te wonen zoals bepaald in artikel 3, hetzij examens voor te bereiden georganiseerd door de instellingen vermeld in artikel 4.

Het dienstrooster van de personeelsleden op wie dit besluit van toepassing is, wordt in de mate van het mogelijke aangepast zodat zij de cursussen kunnen volgen en zich op hun examens kunnen voorbereiden.

Art. 3. De personeelsleden van het Instituut kunnen een bijzonder verlof van maximum tien dagen bekomen voor het volgen van cursussen georganiseerd conform artikel 4 van het koninklijk besluit van 28 december 1973 waarbij een vergoeding voor sociale promotie wordt toegekend aan de werknemers die cursussen volgen met het oog op het vervolmaken van hun intellectuele, morele of sociale vorming.

Het programma van de cursussen moet betrekking hebben op materies vastgesteld in artikel 5, § 1, van het bovengenoemd koninklijk besluit van 28 december 1973.

Via de hiërarchische weg moet aan de administrateur-generaal, ten laatste vier weken voor de aanvang van de cursussen, een aanvraag tot deelneming worden voorgelegd met vermelding van de materies, het lessenrooster en de verantwoordelijke inrichter van de cursus.

Na de afsluiting van de cursussen legt het personeelslid aan het Instituut een door de verantwoordelijke voor de cursussen ondertekend attest voor dat hij de leergangen heeft gevolgd.

Art. 4. De personeelsleden van het Instituut kunnen een bijzonder verlof van vijf dagen bekomen om zich voor te bereiden op de examens georganiseerd door onderwijsinrichtingen van de Staat of door gesubsidieerde of erkende inrichtingen voor onderwijs, met inbegrip van de Belgische Kamers van Rekenplichtigen, in het raam van studies die een volledige cyclus van minimum 140 u. per academisch jaar omvatten of enkele cyclussen die samen het eerdergenoemd aantal uren omvatten.

Indien de cyclus of de cyclussen per academisch jaar meer dan 140 uur omvatten, wordt het aantal dagen bijzonder verlof verhoogd naar rata van 1 dag per bijkomende schijf van 35 u., tot een maximum van tien dagen in totaal.

De administrateur-generaal beslist per geval of de door het personeelslid gevolgde cursussen in aanmerking worden genomen. Om in aanmerking te kunnen komen, moeten de cursussen verband houden met moderne talen of mogelijke beroepsactiviteiten binnen het Instituut.

De personeelsleden die voor de in dit artikel vermelde voordelen wensen in aanmerking te komen, moeten via de hiërarchische weg aan de administrateur-generaal een inschrijvingsbewijs voorleggen van de inrichtende onderwijsinstelling, ten laatste 4 weken na de aanvang van de cursus. Dat attest moet, benevens de naam van de onderwijsinstelling, het programma en het aantal lesuren vermelden.

Op het eind van elke trimester moet aan de dienst personeel van het Instituut een attest worden voorgelegd waarin wordt vermeld dat de cursus regelmatig werd gevolgd.

Art. 5. Per academisch jaar, met name van 1 september tot 31 augustus, kunnen de personeelsleden het bij artikel 3 en 4 toegekend bijzonder verlof slechts samenvoegen ten belope van maximum tien dagen in totaal.

Art. 6. Om het voordeel van de in artikel 3 en 4 vermelde bijzonder verlof te bekomen, moeten de personeelsleden, benevens de eerdergenoemde voorwaarden, hun prestaties bij het Instituut correct uitvoeren.

Art. 7. Zo een van de in de artikelen 3, 4 en 6 genoemde voorwaarden niet is vervuld, worden de bij dit besluit toegekende voordelen ingetrokken of opgeschort.

Art. 8. De inschrijving voor hetzelfde leerjaar geeft slechts gedurende twee jaar recht op de bij dit besluit toegekende voordelen.

Art. 9. Een vergoeding voor sociale promotie wordt toegekend aan de personeelsleden die een studiegetuigschrift, een brevet of diploma kunnen voorleggen waaruit blijkt dat zij met vrucht in een van de in artikel 4 vermelde onderwijsinstellingen, ofwel een studiecycclus hebben gevolgd die minimum 140 u. les per jaar omvat, ofwel diverse cyclussen die samen jaarlijks het voormeld minimum aantal uren omvatten. De gevolgde cursussen moeten in verband staan met de beroepsactiviteiten binnen het Instituut.

De vergoeding voor sociale promotie mag niet gecumuleerd worden met een andere toelage toegekend op basis van andere beschikkingen en voor hetzelfde onderwijs.

Art. 10. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld op 2 070 frank per jaar normale cyclus, met een maximum van 10 350 frank (indexcijfer 138,01). Die bedragen zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de prijzen bij consumptie, conform de modaliteiten die van toepassing zijn op de wedden van het personeel van de RTBF.

Art. 11. Om de in artikel 9 vermelde betaling te bekomen, moet het personeelslid uiterlijk binnen een termijn van 180 dagen na ontvangst van het getuigschrift, brevet of diploma, bij de administrateur-generaal een schriftelijke aanvraag indienen.

Art. 12. Bij de in artikel 11 vermelde aanvraag moet een voor eensluidend verklaard afschrift worden gevoegd van het getuigschrift, het brevet of het diploma.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de dag van de publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. Het lid van de Executieve onder wie de Radio en Televisie ressorteert, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 mei 1991.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter

V. FEAUX

F. 91 — 3380

[S-C — 29591]

**19 JUIN 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif à l'organisation du groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse,
à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, notamment l'article 37, 4;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que dans l'intérêt des jeunes il y a lieu de prendre au plus tôt des dispositions garantissant le respect de leurs droits lorsqu'ils sont confiés au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1991,

Arrête :

Article 1er. Le Ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions organise le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, visé au Titre II, Chapitre II, section 2 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse en fonction des besoins résultant de l'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Il règle l'organisation et le fonctionnement de chacune des institutions.

Art. 2. Le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, développe des actions pédagogiques différenciées tendant à répondre de manière optimale aux besoins des jeunes.

Ces actions sont notamment :

1° l'accueil d'urgence d'une durée maximale de 15 jours;

2° l'orientation d'une durée maximale de 40 jours;

3° l'éducation;

4° l'individualisation et la prise en charge intensive;

5° la prise en charge momentanée et individualisée des jeunes en crise en vue de leur réinsertion dans leur unité de vie au sein de l'institution;

6° l'accompagnement des jeunes à l'extérieur de l'institution.

L'administration de la protection de la jeunesse met à la disposition des autorités judiciaires compétentes un document les informant des projets pédagogiques du groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé.

Art. 3. Le service d'information et d'orientation de l'administration de la protection de la jeunesse informe à leur demande les autorités judiciaires compétentes des disponibilités de place dans le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, selon le type de prise en charge envisagée.

Art. 4. Les directions des institutions publiques veillent à l'adéquation aux projets pédagogiques des demandes de prise en charge formulées par les autorités judiciaires compétentes dans leur décision confiant un jeune au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé.

A cette fin, à l'exception de l'accueil d'urgence, les directions sollicitent un entretien auprès desdites autorités afin de clarifier et de concrétiser les attentes de chaque partenaire.

Art. 5. La direction d'une institution publique ne peut accepter de prendre en charge un jeune que s'il est confié au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, en application de l'article 37, 4° de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et conformément aux articles 16, alinéa 2, et 18 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Art. 6. Les procédures administratives relatives à la prise en charge des jeunes sont supervisées par le fonctionnaire dirigeant les services d'inspection de l'administration de la protection de la jeunesse.